



LE COMITÉ MOBILISATION DE LA MRC D'ABITIBI RAPPELLE QUE LES ENJEUX SONT TOUJOURS LÀ

AMOS, LE 5 FÉVRIER 2015 – Dans la foulée de la visite du premier ministre venu annoncer le redémarrage de l'usine de LVL par Forex Amos, le comité de mobilisation territoriale MRC d'Abitibi rappelle les enjeux auxquels est confrontée sa communauté et celle de la région. Il réitère ainsi la demande formulée au gouvernement du Québec de s'engager avec ouverture dans un dialogue avec l'Abitibi-Témiscamingue pour convenir des moyens d'assurer son développement.

Bien qu'il soit enchanté de la bonne nouvelle que représente l'investissement du gouvernement du Québec pour l'économie de son territoire, le comité de mobilisation territoriale MRC d'Abitibi demeure inquiet pour l'avenir de sa communauté et celle de la région. Même s'il appuie le gouvernement dans sa volonté de vouloir assainir les finances publiques, il réclame tout de même le respect du modèle de développement régional qui a fait ses preuves au fil des décennies en Abitibi-Témiscamingue.

Un développement qui s'organisait bien d'ailleurs, avant que ne tombe le couperet gouvernemental, et qui avait enfin permis à l'Abitibi-Témiscamingue de se démarquer à plusieurs niveaux sur la scène provinciale : qu'il s'agisse du travail de Valorisation Abitibi-Témiscamingue ou encore du travail de concertation ayant permis le modèle de déploiement des services éducatifs partout en région, par exemple.

« Le mur à mur, ou ce qui est bon pour l'un l'est pour tous, ça ne passe plus : couper une Conférence régionale des élus dans une ville centre et en couper une en région, ce n'est pas du tout la même chose. », a déclaré Daniel Lampron, porte-parole du comité de mobilisation territoriale MRC d'Abitibi.

« Bien sûr, nous saluons la participation du gouvernement du Québec au redémarrage de l'usine de LVL à Amos, mais ça ne nous fait pas oublier l'ensemble de l'œuvre qui met en péril notre modèle de développement régional, et par conséquent l'avenir de nos enfants, de nos aînés, de notre région. », a-t-il ajouté.

Les impacts ont d'ailleurs déjà commencé à se faire sentir alors que des institutions s'ébranlent et doivent abandonner une partie de leurs services, voire leur existence même, dans certains cas. Le gouvernement doit considérer les régions comme des alliées pour atteindre ses cibles budgétaires. Les gens des régions possèdent une grande expertise de leurs milieux et doivent être parties prenantes des décisions qui les concernent.

Afin de se faire entendre, la population est donc fortement invitée à signer le manifeste en ligne d'ici le 13 février et à conscientiser son entourage à l'importance d'y adhérer.

www.mobilisation-abitibi-temiscamingue.org,

À PROPOS

La Coalition Touche pas à mes régions! est composée des régions Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Côte-Nord, Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, Nord-du-Québec, Outaouais et Chaudière-Appalaches.

Mobilisation Abitibi-Témiscamingue est un comité composé de citoyennes et citoyens oeuvrant au développement local, territorial ou régional, préoccupés par les compressions budgétaires et qui se sentent concernés par l'avenir de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le comité de mobilisation MRC d'Abitibi est composé des organisations suivantes : le Centre local de développement Abitibi (CLD), la Chambre de commerce et d'industrie du Centre-Abitibi (CCICA), la Commission scolaire Harricana (CSH), le Conseil central Abitibi-Témiscamingue - Nord-du-Québec – CSN (CSN), la Corporation de développement communautaire d'Amos (CDC), le Mouvement Relève Amos-Région (MRAR), la Municipalité régionale de comté d'Abitibi (MRC), la Société d'aide au développement des collectivités Harricana (SADC), l'Union des producteurs agricoles (UPA) et la Ville d'Amos.